

LE DÉBAT SUR L'AUTOGESTION

SEPT POINTS PRINCIPAUX

Le récent congrès de la C.F.D.T. et ses incidences politiques ont donné une nouvelle actualité au thème de l'autogestion, que le parti socialiste aborde en fin de semaine à son congrès de façon plus précise qu'il ne l'avait fait auparavant. De son côté, le Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (C.L.A.S.), qui regroupe les Centres d'initiative communiste, l'Alliance marxiste révolutionnaire, l'Objectif socialiste, vient de publier les *Quatorze thèses sur l'autogestion* (1) qui ont été mises au point au cours de ses journées d'études des 19 et 20 mai. Cet approfondissement de la réflexion des uns et des autres rendait nécessaire une clarification des positions, puisque le débat se complique à mesure qu'il avance.

Tel a été le souci de la revue *Autogestion et socialisme* — fondée en 1966 conformément au vœu de Georges Gurvitch — qui a offert sa tribune aux groupes de gauche intéressés. Une préoccupation voisine a présidé à la publication du dernier ouvrage consacré au précédent yougoslave : *Autogestion à l'épreuve* de M. Milojko Drulovic (de la revue *Politika*), qu'a préfacé longuement M. Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U. (2), dans un commentaire où il fait une comparaison systématique avec la situation française.

Des trente-cinq groupes de gauche avec qui *Autogestion et socialisme* avait pris contact, onze seulement ont répondu, dont le propos est consigné dans la revue (3). Parmi les absents figure le parti communiste qui, après avoir déclaré que « le problème de l'autogestion était un prétexte pour diviser la gauche » paraît accepter maintenant de discuter du fond du sujet, en confrontant ses conceptions de la « gestion démocratique » et de l'« autonomie de gestion » des entreprises avec le point de vue de ses partenaires. (« *Considérer l'autogestion comme une perspective socialiste n'a rien pour nous d'une hérésie* », a déclaré lundi

M. Georges Marchais.) La C.G.T. n'a pas davantage répondu à l'invitation de la revue ; la position de la centrale syndicale est proche de celle du P.C., M. Georges Ségué ayant d'ailleurs admis précédemment que « pour certains le terme autogestion traduit un désir d'émancipation des travailleurs dont il est prêt à tenir compte ». Le parti socialiste a réservé à l'époque sa réponse. Que M. Mitterrand a formulée tout récemment devant les journalistes économiques et financiers (*Le Monde* du 13 juin).

Que prévoir dès à présent ?

A l'origine de la revendication autogestionnaire — dont on trouverait le thème dans Marx, sinon le mot lui-même dans les traductions françaises de cet auteur — figure le sentiment diffus que le socialisme participatif de la révolution de 1917 a été confisqué — et détourné — par la bureaucratie soviétique, de la même manière que la revendication des libertés, en partie satisfaite par la révolution de 1789, l'avait été assez vite par la bourgeoisie du dix-neuvième siècle. Le problème est donc de savoir selon quelles modalités faire s'épanouir la liberté de l'homme et sa responsabilité dans l'organisation de la société.

Selon M. Rudi Supek, lui-même auteur d'un livre sur le sujet (4), « l'autogestion ouvrière signifie le passage de la révolution politique (prise du pouvoir d'Etat) à la révolution sociale (destruction de l'Etat et établissement de la démocratie socialiste) dans laquelle la classe des producteurs décide de la répartition du surplus de travail et de la reproduction élargie dans la société ».

Pour certains (l'Alliance marxiste révolutionnaire, par exemple), il semble difficile d'aller au-delà, puisqu'« il n'est pas conforme au socialisme scientifique de construire le schéma idéal de la société socialiste autogérée ». Le P.S.U. et la C.F.D.T. dépassent, au contraire, cette affirmation de principe et pensent

qu'un bon nombre de précisions peuvent être fournies dès à présent sur le fonctionnement d'une société autogérée, dont les modalités ne peuvent être arrêtées dans le détail, le moment venu, que par les intéressés eux-mêmes, chacun dans son secteur d'activité ou d'existence. Les contributions du débat des autres groupes — Révolution prolétarienne, Lutte ouvrière, Fédération anarchiste, Humanité rouge (maoïste) — apparaissent, en comparaison de ces apports, assez pauvres, confinant même parfois au dialogue de sourds.

Pour y voir clair dans la discussion en cours, on peut regrouper en sept points les données actuelles du débat.

● **LE CHAMP DE L'AUTOGESTION.** — La plupart des partisans de l'autogestion — y compris M. Mitterrand depuis sa dernière déclaration — estiment que cette forme d'organisation vaut pour tous les secteurs de la société : production, consommation, gestion des villes et des régions, donc aussi organisation de l'Etat (on verra plus loin que sur ce dernier point les désaccords sont nombreux, notamment en ce qui concerne la compatibilité entre la perspective autogestionnaire et le programme commun de la gauche, compatibilité que contestent la C.F.D.T. et le P.S.U.). En revanche, une fraction des défenseurs de l'autogestion, notamment au P.S., limite encore celle-ci à l'organisation des entreprises, et encore de certaines seulement.

● **DANS L'ENTREPRISE** autogérée, les travailleurs, estime la C.F.D.T., décideront collectivement de l'organisation du travail et de ses conditions ; ils détermineront, dans le cadre du plan national élaboré démocratiquement, la politique de l'entreprise en matière de fabrication, d'investissements, de salaires, de prix, et éliront les responsables de l'entreprise aux différents niveaux (avec délégation de pouvoir aux échelons supérieurs dans les entreprises de grande taille, mais contrôle périodique des délégués). La Ligue communiste et le P.S.U.

insistent sur la révocabilité des délégués élus ; ce dernier parti estime toutefois qu'elle ne doit pas empêcher une certaine continuité dans le fonctionnement de l'entreprise. Certaines organisations vont assez loin dans le détail des responsabilités qui seraient confiées à chacun des échelons de l'entreprise (atelier, usine, groupe holding) : c'est le cas notamment des amis de M. Rocard.

● **LE ROLE DES SYNDICATS.** — Tous le monde semble d'accord pour préserver la liberté des syndicats dans l'entreprise autogérée, y compris celle de contester les décisions prises, au besoin par la grève. La C.F.D.T. estime sur ce point que le rôle des organes d'autogestion dans l'entreprise est de s'occuper de la firme, d'y défendre les intérêts de la partie de la classe ouvrière qui y travaille ; il appartient, en revanche, au syndicat, ajoute la C.F.D.T., de défendre chaque travailleur en particulier et la classe ouvrière dans son ensemble.

● **LE ROLE DU PLAN.** — La C.F.D.T., qui s'est expliquée sur ce sujet il y a déjà plusieurs années, estime qu'on ne saurait concevoir un plan démocratique dans ses finalités (au service des besoins de la majorité de la population) sans qu'il soit aussi démocratique au niveau des moyens (processus démocratique d'élaboration des priorités). C'est pourquoi elle fait référence à une planification autogérée, tout comme le P.S.U. qui écrit : « Le plan sera impératif [seulement] en ce qui concerne les grands investissements nationaux, la nature des productions prévues pour réaliser le mode de vie défini par lui et les limites de la progression des salaires et des prix ». Pour le reste, les décisions appartiendront aux organismes élus le plus proches possible des citoyens concernés.

● **LES CONDITIONS DE L'AUTOGESTION : LA PRISE DU POUVOIR.** — Soucieux d'échapper à la critique de « réformisme » avancée par le P.C., les partisans de l'autogestion ont

presque tous souligné que celle-ci ne serait possible qu'une fois franchi un certain seuil d'avancée vers le socialisme ; on voit mal, en effet, comment une entreprise capitaliste privée pourrait être gérée par son personnel. Mais sur la définition du seuil à franchir, ainsi que sur les conditions de la prise du pouvoir, les tenants de l'autogestion divergent profondément.

Pour M. Chevènement, député socialiste de Belfort, « le socialisme doit se montrer assez grand pour surmonter ses complexes infantiles et savoir s'en remettre au suffrage universel ».

Quel type d'Etat ?

Les partis membres du CLAS pensent, eux, que « la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et de tous les pouvoirs sur lesquels s'appuie (entreprises, éducation, cadre de vie, mode de vie) est le préalable à l'instauration du socialisme autogestionnaire... Le mouvement pour l'autogestion doit donc élaborer et appliquer une stratégie révolutionnaire, dans laquelle la lutte pour le contrôle des travailleurs sur les entreprises et les services, ainsi que pour le contrôle populaire sur l'habitat, le cadre de vie, l'éducation, la santé, etc. peuvent constituer des objectifs intermédiaires préparant la crise révolutionnaire. Au cours de cette crise, l'instauration d'un réseau de base d'autogestion peut être l'arme essentielle dans la bataille ».

Le groupe Humanité rouge estime pour sa part que la transition vers l'Etat socialiste sera longue et qu'en conséquence il est prématuré de parler dès à présent d'autogestion ; il conviendrait plutôt de parler de lutte pour la « dictature du prolétariat », celle-ci pouvant nécessiter plusieurs « révolutions culturelles ».

● **LA NATURE DE L'ETAT SOCIALISTE.** — Ici l'opposition est des plus nettes entre les tenants du programme commun de la gauche et les membres du CLAS

(*Le Monde* du 6 juin). Les premiers estiment possible, selon le CLAS, d'« avancer vers le socialisme dans le cadre même du système économique actuel, en laissant subsister les formes institutionnelles de son appareil d'Etat ». Or, les membres du CLAS estiment au contraire que, s'il est certain qu'un Etat transitoire restera nécessaire après la prise du pouvoir, cet Etat devra par la suite s'effacer et « déperir » au profit de cellules autogérées, plus proches des citoyens, qui auront, elles, des pouvoirs de plus en plus étendus.

● **LE ROLE DES PARTIS.** — Le CLAS refuse le parti monolithique auquel il estime que conduit la perspective de socialisme centralisé et bureaucratique sur laquelle débouche à terme, selon lui, le programme commun, type de socialisme qui privilégie les « appareils de partis et de syndicats » chargés de gérer de vastes moyens de production étatisés. Partisan de « la plus grande autonomie des militants dans les luttes » et soucieux d'épanouir leur « capacité de décision à la base », il estime que « la libre circulation des idées, la confrontation des points de vue, la reconnaissance explicite des courants et leur représentation briseront toute possibilité de monolithisme et de captation bureaucratique de la direction ».

A l'évidence, la discussion en cours sur ces sujets ne peut manquer de faire apparaître des convergences et peut-être aussi de nouvelles oppositions. L'entrée en lice du parti communiste, désireux de confronter systématiquement son choix à ceux des partisans de l'autogestion, aura probablement une importance considérable dans ce débat.

- (1) « Tribune socialiste » des 23 mai et 6 juin.
- (2) Fayard, 232 p., 28 F.
- (3) No 22-23, 20 F (15, rue Racine, Paris-8^e).
- (4) « Etatisme et Autogestion », Anthropos, 384 p., 35 F.
- (5) « Où va l'autogestion yougoslave ? », Anthropos, 335 p., 35 F.

DEUX POINTS DE VUE

La chance à ne pas laisser échapper

Par ROBERT CHAPUIS (*)

Il y a deux moyens de tuer les idées nouvelles : faire taire ceux qui les diffusent ou les réduire à des idées anciennes, montrant ainsi qu'au fond rien ne change jamais. A l'égard de l'autogestion, c'est la seconde opération qui est actuellement tentée. A droite, où les gaullistes l'identifient à la politique dite de « participation », comme à gauche, où l'on s'efforce d'adapter son discours sans rien changer à sa stratégie.

Regardons de plus près : pour la représentante de la Ligue communiste qui s'exprimait récemment dans *Le Monde*, l'autogestion n'est que la nouvelle définition des « soviets ». « Le communisme, c'est les soviets plus l'électrification », disait jadis Lénine. Krivine, plus moderne transforme la formule : « Le socialisme... c'est l'autogestion plus l'automatisation ». Et le tour est joué.

Pour d'autres, qui se réfèrent ici à la tradition social-démocrate, ou à la politique de « démocratie avancée » chère au P.C.F., l'autogestion n'est rien d'autre que la gestion démocratique de l'entreprise et de la vie publique, c'est une « déclaration des droits et des devoirs » dans le cadre d'un Etat socialiste, où la centralisation serait compensée par la participation. Enfin, le sommet de la falsification a été atteint par Etienne Fajon, qui, dans *France Nouvelle*, identifie l'autogestion à une troisième voie, donc à une politique de troisième force, telle qu'on l'a connue entre 1947 et 1958 !

Cette réduction de la lutte contre le régime au soutien du programme commun, dont on a vu les conséquences en mars 73, contraste singulièrement avec les « ouvertures » de Georges Marchais : « Si l'autogestion c'est la démocratie socialiste en perpétuel progrès et perfectionnement vers des formes de plus en plus poussées de la direction de toutes les affaires de la société par tous, nous avons déjà dit que nous n'avions pas le fétichisme des mots. »

Si le débat sur l'autogestion s'est ainsi élargi à l'ensemble des forces de gauche et d'extrême gauche, s'il se développe maintenant à l'intérieur de chacune des organisations, ce ne peut être le seul produit du Manifeste du P.S.U. ou des choix de la C.F.D.T. C'est qu'en réalité l'aspiration à l'autogestion exprime une réalité sociale déterminante, dont toutes les forces de gauche sont obligées de tenir compte. Cette réalité, c'est la lame de fond qui ébranle notre société et qui a été provoquée par les conséquences mêmes du développement capitaliste, de la course au profit dans l'univers industrialisé : les révoltes et les révolutions dans le tiers-monde, aux Etats-Unis ou en Europe, en France, le mouvement de mai 68 en ont été le révélateur.

Une profonde mutation est en

cours ; elle ne met pas fin à la lutte des classes, bien au contraire elle la relance mais sur des bases nouvelles. Les uns parlent de nouvelle classe ouvrière, d'autres de nouvelle classe révolutionnaire ; plus largement, la question posée est bien celle de la réalisation des travailleurs comme force révolutionnaire dans les conditions de notre société. Les forces conservatrices (et une bonne part de celles qui s'opposent à elles et ont fini par se cantonner sur le même terrain, avec les mêmes réflexes) cherchent à briser par tous les moyens ce que l'on appelle révolte ou contestation ou à le rejeter dans les marges ; elles espèrent ainsi bloquer le processus révolutionnaire qui peut s'enclencher. Elles peuvent y parvenir, mais rien n'est encore joué : le socialisme autogestionnaire peut devenir le projet qui unifie les forces progressistes, il peut permettre une révolution socialiste.

Aujourd'hui, c'est en quelque sorte à la périphérie que l'aspiration autogestionnaire est souvent le plus sensible, dans les revendications comme dans les formes de lutte ; qu'il s'agisse des O.S., des immigrés, des jeunes, de la situation féminine, etc. Mais en réalité elle est inscrite au cœur de notre société : dans l'organisation du travail, la nature et l'usage de la qualification, la vie urbaine, le système d'enseignement, la justice, la vie culturelle, etc. On voit se développer une volonté de contrôle sur la production comme sur la vie sociale — et à travers des questions aussi différentes que le service militaire ou la pollution. Il s'agit d'une réaction à la nature de l'Etat prise comme à celle de l'entreprise.

Le socialisme ne sera crédible, ne sera révolutionnaire que s'il s'attaque à l'une comme à l'autre, d'un même mouvement. Le projet du socialisme autogestionnaire n'est pas une hypothèse lancée à travers la gauche pour la faire sortir de son marasme ; c'est bien la préparation d'une société socialiste à travers la mobilisation sociale et politique qui peut commencer dès maintenant et rendra possible la prise du pouvoir sans laquelle rien ne peut se faire.

Ce projet — dont l'élaboration est à peine commencée (travaux de la C.F.D.T., Manifeste du P.S.U., débats du CLAS et d'autres groupes...) — concerne les formes nouvelles de travail et de pouvoir, capables de libérer les hommes de leur exploitation : des unités de production qui redonnent un sens au métier et soient gérées par les travailleurs eux-mêmes, la rotation pour les tâches pénibles, une nouvelle organisation communale, l'affirmation des régions sur la base de leur identité collective, la transformation de la nature de l'Etat, notamment par la

prise en charge collective (et non plus administrative) des besoins de formation, d'information, de santé, etc., les choix de développement (dans la nature des produits comme dans leur répartition, leur distribution) à travers une planification démocratique, où les priorités sont politiquement définies par les intéressés.

Enfin, il y a bien deux voies pour tous ceux qui entendent s'engager effectivement dans la lutte contre le régime actuel : ou bien s'en tenir aux divisions du passé, à la gestion des impuissances ou des contradictions du mouvement ouvrier ; ou bien rassembler les forces qui luttent pour se libérer de l'oppression capitaliste dans une stratégie offensive, autour d'un projet dynamique, qui corresponde aux réalités sociales nées des conséquences du développement capitaliste et non à celles du dix-neuvième siècle.

Pour les tenants de la seconde voie, le débat — réel — entre réformisme et révolution ne doit pas servir à masquer celui qui est en train de s'ouvrir sur l'avenir du mouvement ouvrier, sur sa restructuration nécessaire, sur le projet capable de redonner à la jeunesse et aux travailleurs à la fois le souffle et le réalisme révolutionnaires.

Car l'autogestion, ce n'est pas seulement un débat, c'est déjà la perspective qui anime tout un courant politique et social à l'intérieur du mouvement ouvrier et socialiste. Le récent congrès de la C.F.D.T., dans ce qui est acquis comme dans ce qui est encore en débat, l'a bien montré. On le voit dans les questions nouvelles qui se posent au P.C.F. et dont le P.S.U. est prêt à débattre avec lui. On le voit dans la préparation du congrès du parti socialiste, que nous interrogeons inlassablement sur la perspective de l'autogestion. On le voit dans les débats internes aux divers groupes qui se sont définis à travers le mouvement de mai 68 et avec lesquels nous menons des luttes communes. On le voit enfin dans le développement et l'élargissement du comité de liaison pour l'autogestion socialiste que le P.S.U. a fondé avec l'A.M.R., les C.I.C. et l'Objectif socialiste et avec lequel viennent déjà travailler des groupes politiques, des organisations de jeunesse, des revues et des mouvements qui répondent à une lutte sociale particulière, et que d'autres encore peuvent rejoindre.

Face à un patronat, à un régime qui, depuis plus d'un siècle, ont appris à mener la lutte des classes, il est temps que le socialisme retrouve sa capacité de mobiliser les forces populaires pour la dignité, la justice et la liberté : l'aspiration à l'autogestion en est la meilleure chance. Nous ferons tout pour ne pas la laisser échapper.

(*) Secrétaire national adjoint du P.S.U.

Une nouvelle base pour le socialisme démocratique

Par MAURICE DUVERGER

L'AUTOGESTION va-t-elle constituer la base d'une nouvelle idéologie du socialisme démocratique ? La question est posée au lendemain du congrès de la C.F.D.T., qui en fait son slogan essentiel, à la veille du congrès du P.S., où le terme est repris dans plusieurs motions. Ce thème peut constituer la base d'un rapprochement entre les deux forces principales de la gauche non communiste, lequel donnerait de plus grandes possibilités d'équilibrer réellement le P.C.F.

La force d'attraction de l'autogestion est actuellement très grande. D'un côté, les organisations gauchistes et para-gauchistes s'y rallient ouvertement, du P.S.U. à la Ligue communiste. De l'autre, elle attire la traction la plus modérée de la gauche, la plus réformiste, qui s'est toujours située dans la tradition décentralisatrice et girondine, car elle donne la possibilité de doubler la décentralisation des unités territoriales par une décentralisation des unités de production Anarchistes et spontanistes, disciples de Rosa Luxembourg, partisans des conseils ouvriers, adeptes de la démocratie à la base dans la commune et l'entreprise, rejoignent sur ce terrain Edmond Maire et certains animateurs du parti socialiste.

La tentation est grande de faire ainsi de l'autogestion la doctrine centrale d'un socialisme démocratique moderne. Cela permettrait à celui-ci de se démarquer clairement du communisme et d'affirmer en face de lui une idéologie originale. Rien n'est plus important pour une force de gauche.

L'union du socialisme et de la démocratie libérale, qui constitue l'idéologie actuelle de la gauche non communiste, reste insuffisante parce qu'on ne précise pas les moyens d'assurer la cohérence entre ces deux éléments. Quand les néolibéraux disent que la collectivisation des moyens de production sous l'autorité de l'Etat donne à l'appareil gouvernemental une puissance telle que les institutions démocratiques en seront déséquilibrées, ils posent un problème que les socialistes n'ont pas encore vraiment résolu. Dans la phase intermédiaire prévue par le programme commun, il est vrai que les nationalisations développeraient la démocratie en assurant un meilleur équilibre entre l'Etat, renforcé par elles, et la puissance des grandes firmes privées, actuellement dominantes. Mais, ensuite, si toutes celles-ci sont nationalisées ?

L'autogestion apporte une réponse à cette question fondamentale, en donnant l'image d'un socialisme décentralisé où « la pluralité des centres de décision », chère aux néolibéraux, serait beaucoup plus réelle que dans un capitalisme qui tend de plus en plus à la domination de quelques monopoles. Par ailleurs, cette réponse

correspond à un besoin certain des sociétés occidentales où l'homme, perdu dans des organisations gigantesques, anonymes, technocratiques, tend à se replier sur des communautés restreintes, plus proches, plus fraternelles, plus vivantes. La renaissance d'un socialisme de petites unités, manifeste depuis 1968, constitue l'un des aspects de cette tendance générale. On invoque à son propos des utopistes, tels que Fourier, plutôt que Proudhon, parce que celui-ci paraît trop réformiste et qu'il a été récupéré par la droite dans les années 30. Pourtant, il s'agit bien d'un retour au proudhonisme.

La mutation parallèle du régionalisme en témoignage. Autrefois délégué par la droite, il devient aujourd'hui un thème de l'ultra-gauche. Les fédéralistes chers à Maurras sont maintenant soutenus et récupérés par le maoïsme. Si longtemps blanc, le folklore a viré au rouge. Tout cela témoigne d'un vaste mouvement d'ensemble qui affecte la droite aussi bien que la gauche. Avec son intuition des grands séismes, c. l. négligeait les péripéties, le général de Gaulle avait bien compris quand il a lancé le thème de la participation. Celui-ci correspond, dans le cadre du capitalisme, au thème de l'autogestion dans le cadre du socialisme.

Faire de ce dernier la base d'un projet de société nouvelle, n'est-ce pas se placer dans le mouvement de l'histoire ? A première vue, il semble que oui. C'est un fait que le lacobinisme n'est plus de mode, ni le centralisme, même qualifié de démocratique. C'est un fait que l'aspiration à l'autogestion est réelle et profonde, même si le nombre d'autogestionnaires actifs risque d'être faible en pratique. C'est un fait que ce thème fournit une base idéologique au rassemblement de toute la gauche non communiste, qu'il moderniserait l'image du socialisme démocratique, et qu'il le renforcerait en face du P.C.F. Il reste à considérer une chose fondamentale, cependant : un tel projet est-il réaliste ?

Nombre de partisans de l'autogestion ne paraissent pas avoir conscience de ses difficultés d'application. Dire qu'elle serait une excellente école de démocratie, c'est oublier que tel n'est pas le but d'une entreprise industrielle. Les groupes de diagnostic ou les expériences de communautés sont peut-être de bons instruments de perfectionnement individuel et social. Mais les unités de production doivent fonctionner avec une efficacité suffisante, si l'on ne veut pas que s'effondrent les bases matérielles qui permettent l'existence et le développement des hommes. Un régime socialiste français, coincé entre les régimes capitalistes occidentaux, doit avoir un seuil de productivité qui ne soit pas sensiblement inférieur au leur : car nul ne lui fera de cadeau. L'autogestion ne semble pas capable

d'y parvenir, au moins dans les formes qu'elle a prises jusqu'ici.

Par ailleurs, les expériences montrent que le personnel des entreprises autogérées tend à être plus sensible à ses intérêts qu'à ceux de la collectivité tout entière. La tendance au corporatisme constitue la pente naturelle d'une telle organisation des firmes. On peut espérer, certes, que les progrès du socialisme pousseront les hommes à faire prédominer l'intérêt général sur leurs intérêts particuliers. Mais cela suppose une transformation radicale des mentalités telles que le capitalisme les a forgées. Il y a du temps, beaucoup de temps. En attendant, l'autogestion favorise plutôt le développement des egoïsmes corporatistes, c'est-à-dire la persistance d'une mentalité capitaliste de type nouveau. Remettre l'usine aux ouvriers, c'est en effet leur donner la maîtrise d'instruments de production créateurs d'une plus-value qu'ils peuvent garder pour eux, tandis que d'autres travailleurs, non-producteurs de plus-value, se trouveront en situation inférieure.

Plus profondément, il faut se demander si l'autogestion correspond à « l'état des forces productives », comme disent les marxistes, c'est-à-dire aux conditions techniques et sociales de l'économie moderne. On ne doit pas confondre les modes culturels et le mouvement de l'histoire. Les premières sont parfois des réactions au second, quand il apparaît désagréable. Au début du XIX^e siècle, les conservateurs ont rêvé d'un retour à une monarchie médiévale et chrétienne, pour fuir la marche vers la démocratie dont ils pressentaient, inconsciemment, le caractère inéluctable. On peut se demander si l'enthousiasme actuel des socialistes démocratiques pour l'autogestion n'est pas une démarque du même type.

L'autogestion n'est concevable qu'à l'intérieur d'unités de production relativement petites. Or, les conditions techniques de l'industrie moderne tendent vers des vastes unités de production, organisées de façon rigoureuse dans lesquelles une autogestion véritable est pratiquement impossible. Seule la technocratie peut réellement y participer aux décisions. Les travailleurs de base ne peuvent être associés à celles-ci que par l'intermédiaire de syndicats eux-mêmes fortement structurés. Parler d'autogestion dans des entreprises de ce genre, n'est-ce pas un peu la même chose que parler de démocratie directe, à la Rousseau, dans les grandes nations modernes ? Les uns et les autres ne sont-elles pas impliquées par « l'état des forces productives » ? Le socialisme démocratique aurait probablement intérêt à poser ces questions et à y répondre, avant de s'engager dans une voie qui risque d'être sans issue. Car il y a plus grave que l'absence de projet : c'est un projet irréal.